

Droit, économie, gestion Mention : Droit des affaires

Domaine : Droit, économie, gestion

RNCP10167 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K2108, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/01/2020

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université Paris 13

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Enseigner le droit
- Mener des recherches universitaires, théoriques et/ou appliquées, en droit
- Gérer un service juridique
- Rédiger des contrats
- Assurer le secrétariat général d'une personne morale
- Assister juridiquement des négociateurs
- Préparer des dossiers juridiques
- Rechercher des sources juridiques
- Rédiger des articles de presse juridique
- Créer sa propre entreprise

Positionnement :

Les diplômés du Master de Droit des Affaires de Paris 13, outre une parfaite connaissance du droit positif français et européen des droit du contrat, du commerce, des affaires et de la fiscalité, sont à même de faire des recherches approfondies, de prendre du recul et de suggérer des solutions juridiques innovantes

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Les diplômés du Master de Droit des Affaires de Paris 13, grâce à leur culture générale et leur aptitude à la recherche et parce qu'ils ont évité une hyper-spécialisation sclérosante, ont une grande réactivité et sont à même d'exercer, au-delà de leur formation universitaire, tout métier d'encadrement ou toute profession indépendante, même dans des secteurs non spécifiquement juridiques.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Universités
- Services juridiques des grandes entreprises

- Secrétariat général des PME
- Banques, établissements bancaires, de crédit, d'affacturage et de recouvrement
- Compagnies ou mutuelles d'assurance et de réassurance
- Bureaux de courtiers
- Cabinets d'avocat
- Services des établissements publics et personnes morales de droit public, chargés des contrats de droit privé
- Études de commissaires-priseurs
- Organismes de presse
- Sociétés d'édition
- Sociétés de ventes aux enchères
- Bureaux de mandataires de justice
- Études de notaires
- Études d'huissier
- Organismes mutualistes
- Services juridiques des ONG

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Attaché/attachée de direction (banque)
- Rédacteur polyvalent/rédactrice polyvalent
- Juriste d'assurances
- Représentant/représentante en assurance
- Chercheur/chercheuse en formation
- Maître de conférences
- Professeur d'Université
- Professeur de l'enseignement supérieur
- Professeur des Universités
- Chef des services administratifs
- Directeur administratif/directrice administrative
- Directeur/directrice des services administratifs
- Responsable administratif
- Responsable des services généraux et administratifs
- Secrétaire général(e) adjoint(e)
- Secrétaire général(e) d'association
- Secrétaire général(e) d'entreprise
- Administrateur/administratrice judiciaire
- Audit juridique
- Avocat/avocate
- Chef de service contentieux
- Chef de service juridique
- Conseil juridique
- Conseiller/conseillère juridique
- Conseiller juridique et fiscal/conseillère juridique et fiscale
- Directeur/directrice juridique
- Expert/experte juridique
- Juriste
- Juriste civil(e)
- Juriste commercial(e)
- Juriste consultant(e)
- Juriste d'affaires
- Juriste d'entreprise
- Mandataire liquidateur/mandataire liquidatrice
- Responsable de service contentieux et de recouvrement
- Responsable de service juridique
- Responsable juridique
- Assistant/assistante de cabinet juridique

- Assistant/assistante juridique
- Attaché/attachée au service juridique
- Attaché/attachée juridique
- Rédacteur/rédactrice juridique
- Juge
- Magistrat/magistrate
- Directeur adjoint/directrice adjointe d'hypermarché
- Directeur régional/directrice régionale d'hypermarché
- Directeur /directrice d'hypermarché
- Directeur/directrice d'agence (banque)
- Responsable de service (banque)
- Rédacteur/rédactrice crédit
- Inspecteur enquêteur/inspectrice enquêtrice d'assurance
- Responsable de secteur (assurance)
- Chef d'entreprise
- Directeur/directrice
- Directeur adjoint/directrice adjointe de PME/PMI
- Directeur administratif/directrice administrative (grande entreprise)
- Directeur commercial/directrice commerciale (grande entreprise)
- Secrétaire général (grande entreprise)

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Réglementation en vigueur pour certaines professions accessibles à partir du diplôme obtenu (Maître de conférences, professeur, avocat, notaire, huissier, magistrat, commissaire priseur...).

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 534
Jugés difficiles à recruter	32 %
Emplois saisonniers	9 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats W0X92 — Professeurs du supérieur

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Enseignants-chercheurs et professionnels du Master

Personnes ayant participé aux enseignements (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/01/2020

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/10167/>